



Les députés ont adopté, hier jeudi 15 décembre 2016 à Ouagadougou, la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017. Ce vote est intervenu aux termes de deux jours de travaux au sein de l'hémicycle.

L'Assemblée nationale a donné son aval au gouvernement pour l'exécution du budget de l'Etat 2017 qui s'établit à 2036 301 664 000 F CFA en recettes et 2455 193 114 000 F CFA en dépenses. Il a été adopté dans l'après-midi d'hier, 15 décembre 2016 à 78 voix pour, 10 contre et 37 abstentions. La ministre en charge de l'économie et des finances, Rosine Coulibaly, qui a assisté au vote de la loi s'est réjouie de cette issue heureuse. « C'est un sentiment légitime de satisfaction qui nous anime car ce vote est l'aboutissement d'un long processus débuté en juillet 2016 par les travaux en commissions entre nos services et la représentation nationale », a-t-elle déclaré à chaud aux journalistes. Selon elle, l'adoption de la loi de finances pour l'exécution du budget, exercice 2017, est une épine de moins au pied du gouvernement pour la mise œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES) avec lequel il est en parfaite vision. Réagissant sur l'inquiétude émise par certains députés relative à la non-maîtrise du processus du budget programme, Rosine Coulibaly s'est voulue claire et précise : «Le budget-programme est une réforme profonde entreprise par plusieurs pays de la sous-région notamment dans l'espace UEMOA. Et il ne faut pas attendre d'être prêt pour entamer le début de la mise en œuvre de ce nouveau budget qui est une nécessité du fait de la rareté des ressources du pays. Du reste, le Burkina Faso, contrairement à ce que certains pensent, avait déjà commencé à travailler sur ladite réforme depuis des années». Si les groupes parlementaires relevant de la majorité ont réaffirmé leur soutien au gouvernement en votant à l'unanimité le projet de loi, ce ne fut pas le cas chez les députés de l'opposition. Dans les déclarations qui ont précédé le vote, ces derniers ont formulé des critiques à l'encontre de la loi avant d'appeler à s'abstenir pour certains et à voter contre pour d'autres. Dans son intervention, le président du groupe parlementaire de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), Alitou Ido, n'a pas ménagé le gouvernement. «Cette loi présente de nombreuses insuffisances tant dans sa conception que dans la planification des besoins essentiels des burkinabè supposés être supportés par le PNDES dont nous notons au passage son déphasage par rapport au budget 2017», a-t-il indiqué.

L'opposition, sceptique

La mobilisation ambitieuse des recettes voulue par le gouvernement, selon le député de l'UPC, dépend étroitement de la situation de l'économie qui invite inexorablement à une relance vigoureuse dont les conditions ne sont pas prêtes d'être réunies. «Pour ce qui est des financements extérieurs, nous prenons acte des promesses spectaculaires enregistrées ces derniers jours en souhaitant que celles-ci transcendent les cadres des bonnes annonces pour enfin participer efficacement au soulagement de nos populations», a souhaité, en conclusion, Alitou Ido. Son collègue du Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) Alfred Sanou est allé dans le même sens. «Nous ne retrouvons pas dans ce projet de loi de finances les sillons positifs d'une reprise effective de l'activité économique et les conditions de succès d'un PNDES qui démarre avec une année de retard», a noté M. Sanou, avant d'appeler ses camarades du CDP à voter contre le projet de loi. Pour lui, le Budget 2017 devrait s'orienter prioritairement vers la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et sa mise œuvre reste, de son point de vue, subordonnée à la réunion de quatre conditions essentielles. A savoir entre autres, la tenue d'un dialogue politique inclusif devant déboucher sur une réconciliation nationale assise sur des bases de justice et d'équité, et la maîtrise du processus de mise en œuvre du budget-programme. «Malheureusement sur ce point, malgré la volonté affichée du gouvernement, nous notons des motifs d'inquiétude liée à l'insuffisance de formation des principaux acteurs», avoue-t-il. Prenant la parole à l'issue du vote, le président de l'Assemblée nationale, Salifou Diallo, a remercié les députés y compris ceux de l'opposition pour avoir contribué à l'amélioration du projet de loi de finances 2017. Celui-ci voit en ce budget un programme ambitieux dont la mise en œuvre nécessite la participation de tous. «Nous devons tout faire pour que l'exécution dudit programme ne soit pas confrontée à des revendications et entraves subjectives», a plaidé l'occupant du perchoir. L'adoption de la loi de finances annonce la fin de la session budgétaire qui devrait intervenir le 22 décembre prochain.

Loi de finances 2017 : Les députés donnent leur quitus au gouvernement

Écrit par Sidwaya

Vendredi, 16 Décembre 2016 09:07 - Mis à jour Vendredi, 16 Décembre 2016 09:14

Beyon Romain NEBIE

nbeyonromain@yahoo.fr

Sidwaya